



**Coopération technique  
entre pays en développement**

Distr.  
GÉNÉRALE

TCDC/10/3  
20 mars 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

COMITÉ DE HAUT NIVEAU POUR L'EXAMEN  
DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE  
PAYS EN DÉVELOPPEMENT  
Dixième session  
New York, 5-9 mai 1997  
Point 7 de l'ordre du jour provisoire\*  
Examen des rapports de l'Administrateur  
du Programme des Nations Unies pour  
le développement

PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'APPLICATION DE LA STRATÉGIE DES  
NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE  
PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Résumé

Le présent rapport est présenté en application du paragraphe 9 de la décision 9/2, adoptée par le Comité de haut niveau à sa neuvième session.

Le rapport décrit brièvement la stratégie des nouvelles orientations et rend compte des progrès accomplis dans son application dans le cadre des programmes de coopération technique entre pays en développement (CTPD).

---

\* TCDC/10/L.1.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	1 - 2	3
II. STRATÉGIE DES NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT . .	3	3
III. MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE . . . . .	4 - 26	4
IV. OBSERVATIONS GÉNÉRALES ET CONCLUSIONS . . . . .	27 - 28	9

## I. INTRODUCTION

1. Les profonds changements survenus dans la structure des relations économiques internationales depuis la fin des années 80, sous l'influence des phénomènes de mondialisation et de libéralisation de l'économie, ont eu d'importantes répercussions sur les perspectives économiques des pays en développement et montrent que la Coopération technique entre pays en développement (CTPD) a encore un rôle à jouer en tant qu'instrument stratégique de la coopération internationale pour le développement. Il a toutefois paru nécessaire de revoir ce concept à la lumière des changements intervenus, de manière à ce que la CTPD voie la coopération Sud-Sud en général restent pour les pays en développement une stratégie viable permettant d'appuyer leurs efforts de développement et un moyen d'assurer leur participation active dans le nouvel ordre économique mondial qui se dessine.

2. Consciente de ce besoin, l'Assemblée générale, dans sa résolution 49/96 du 19 décembre 1994, a demandé au Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement d'inscrire à l'ordre du jour de sa neuvième session une question intitulée "Nouvelles orientations de la coopération technique entre pays en développement". Le Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement a rédigé un rapport complet sur le sujet (TCDC/9/3). Le Comité de haut niveau a fait siennes les principales recommandations contenues dans ce rapport, approuvé par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/119 du 20 décembre 1995.

## II. STRATÉGIE DES NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT

3. Le rapport préconisait notamment l'adoption d'une approche plus stratégique de la CTPD, axée sur un certain nombre de questions prioritaires, comme l'endettement, le commerce et l'investissement, la production et l'emploi, la lutte contre la pauvreté, l'environnement ainsi que la coordination et la mise en oeuvre des politiques macro-économiques, qui pourraient avoir une incidence majeure sur de nombreux pays en développement. Il préconisait aussi la création de liens opérationnels plus étroits entre la CTPD et la coopération économique entre pays en développement (CEPD), de sorte que la CTPD puisse jouer un rôle stratégique au service de programmes plus vastes de coopération entre les pays en développement. En outre, il insistait tout particulièrement sur le recensement de "pays pivots" pouvant servir de catalyseurs dans la mise en oeuvre de la CTPD aux niveaux tant régional qu'interrégional. Enfin, le rapport recommandait de transformer le Système d'orientation pour l'information (SOI) de la CTPD en un système d'information multidimensionnel, qui contiendrait des renseignements non seulement sur les capacités institutionnelles des pays en développement mais aussi sur les experts et les centres d'excellence ainsi que des données sur les expériences novatrices en matière de coopération technique susceptibles d'être produites dans d'autres pays en développement. Les autres recommandations concernaient l'élaboration de politiques nationales de CTPD, le renforcement des centres de liaison nationaux pour la CTPD, la réorientation des activités visant à faire correspondre les capacités et les besoins, le renforcement de la "coopération triangulaire", le resserrement des liens avec le

/...

secteur privé et les organisations non gouvernementales ainsi que la recherche de nouvelles modalités de financement, notamment l'élaboration de "produits" de CTPD axés sur des thèmes spécifiques, qui pourraient attirer un financement spécial en raison de leur importance intrinsèque. Le rapport sur les nouvelles orientations contenait au total 20 grandes recommandations.

### III. MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE

4. Même si une grande partie des ressources spéciales du programme allouées à la CTPD pour la période 1992-1996 était déjà affectée au moment où le rapport sur les nouvelles orientations a été officiellement adopté en juin 1995, le Groupe spécial de la CTPD s'est attaché à utiliser les ressources restantes pour financer des initiatives conformes aux principes directeurs énoncés dans le rapport et s'est aussi employé, lorsque cela était possible, à réorienter les activités en cours pour les rendre conformes à ces principes directeurs.

5. En ce qui concerne les grandes orientations stratégiques, une importance particulière a été accordée, pendant la période 1995-1996, aux activités de CTPD qui visaient à mettre en oeuvre le Programme d'action adopté par la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, tenue à Bridgetown (Barbade) du 25 avril au 6 mai 1994<sup>1</sup>. À cet effet, le Groupe spécial a compilé, conformément au paragraphe 106 du Programme d'action de la Barbade, un répertoire exhaustif des experts et des institutions intéressant des petits États insulaires en développement et a recensé, parmi les 14 chapitres du programme, les activités de coopération technique prioritaires devant être menées selon la modalité de CTPD et dans le cadre du Programme d'assistance technique pour les petits États insulaires en développement qu'il avait précédemment élaboré. Par ailleurs, le Groupe spécial, en collaboration avec le Programme de constitution de réseaux pour le développement durable du PNUD, a entrepris un projet visant à mettre en place le Réseau informatique des petits États insulaires en développement (SIDSNET), grâce auquel un certain nombre de ces petits États disposeront de moyens de télécommunication performants, et notamment d'un accès à l'Internet.

6. En ce qui concerne la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), tenue à Istanbul du 3 au 14 juin 1996, le Groupe spécial a joué un rôle particulièrement actif non seulement dans la préparation mais également dans les travaux de cette conférence. Il a contribué à l'élaboration d'une monographie sur les meilleures méthodes d'urbanisme et a parrainé un certain nombre de réunions régionales de maires et autres officiers municipaux, qui se sont déroulées à Accra, Amman, Quito et Katmandou, et à l'issue desquelles des projets régionaux d'urbanisme ont été élaborés en vue de la Conférence. À la suite de la réunion régionale de Quito, plusieurs municipalités d'Amérique latine et des Caraïbes ont procédé à des échanges dans le cadre de la CTPD.

7. D'autres initiatives stratégiques ont été menées aux échelons régional et interrégional dans le cadre de la coopération Afrique-Asie et de la coopération Amérique latine-Europe-Communauté d'États indépendants (CEI). Dans le premier cas, le Groupe spécial a appuyé, conformément aux dispositions du Document-cadre de Bandung pour la coopération Asie-Afrique, la réalisation par des experts indonésiens d'une évaluation complète des besoins fondamentaux de certains pays

/...

d'Afrique (Gambie, Guinée-Bissau, Lesotho, Mozambique, Seychelles, Swaziland et Zimbabwe) dans des domaines tels que la gestion de la dette, la politique budgétaire et le développement du secteur privé, besoins auxquels il pourrait être répondu dans le cadre de la CTPD. Il s'agit actuellement de mettre ce programme à exécution dans les plus brefs délais et de l'étendre à d'autres pays d'Asie et d'Afrique.

8. Parmi les autres activités financées au titre de la coopération Afrique-Asie, on citera le programme de recherches mené par l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) afin de mettre au point de nouvelles variétés de riz génétiquement résistantes aux catastrophes, qui permettraient d'accroître les récoltes en Afrique et pourraient également s'adapter dans certains pays d'Asie. Ces travaux sont remarquables du fait qu'ils illustrent la capacité des institutions africaines à fournir une assistance technique dans certains domaines.

9. Pour ce qui est de la coopération entre l'Amérique latine, l'Europe et la CEI, tout est actuellement mis en oeuvre pour donner suite aux premiers échanges entre les pays de ces régions afin de renforcer la capacité des pays de la CEI à gérer les programmes d'ajustement structurel, les opérations de privatisation ainsi que les efforts de coordination en matière d'assistance.

10. En ce qui concerne les domaines prioritaires mis en évidence dans les propositions relatives aux nouvelles orientations, une importance particulière a été accordée à l'élimination de la pauvreté au moyen d'initiatives menées dans le cadre de la CTPD. À cet égard, le Groupe spécial de la CTPD, en collaboration avec le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Fondation inter-américaine et la Banque mondiale, a appuyé la mise en oeuvre d'un vaste programme de lutte contre la pauvreté qui consistait à consigner sous forme documentaire les stratégies ayant fait leurs preuves dans ce domaine en Argentine, en Bolivie, en Colombie, en El Salvador, à la Jamaïque et au Venezuela, et à encourager les échanges dans le cadre de la CTPD afin que ces expériences soient reproduites dans d'autres pays de la région. Des initiatives du même type sont prévues en Afrique, en Asie et dans le Pacifique ainsi que dans les États arabes, avec la collaboration des bureaux régionaux du PNUD correspondants.

11. En 1996, on s'est également attaché à promouvoir la pleine application des accords conclus lors de l'opération de jumelage des capacités et des besoins réalisée au Bangladesh en décembre 1994 sur la pauvreté en milieu rural et le crédit. L'aide fournie dans ce domaine va dans le sens de l'une des principales recommandations du rapport sur les nouvelles orientations, selon laquelle le Groupe spécial devrait assurer un suivi à plus long terme des accords conclus lors de ces opérations de jumelage au lieu de se limiter à apporter son concours à la préparation et au déroulement de telles opérations.

12. S'agissant de réorienter les opérations de jumelage des capacités et des besoins et, le cas échéant, de les doter d'une certaine souplesse, le Groupe spécial a notamment appuyé la réalisation, dans le cadre du Système économique latino-américain, d'une opération de jumelage modifiée à Haïti en novembre 1995. Cette opération, qui a réuni 16 pays d'Amérique latine, avait pour but de déterminer les besoins d'Haïti en matière de développement, auxquels il pouvait

être répondu dans le cadre de la CTPD. Parmi les 144 projets au total sur lesquels Haïti et les autres pays participants se sont officiellement entendus, 22 ont été financés par les seuls pays d'Amérique latine participants, 73 l'ont été conjointement avec le Gouvernement haïtien, les 49 projets restants étant financés par d'autres donateurs. Un mécanisme de suivi a été mis en place au sein du Gouvernement en vue d'assurer l'application rapide des différents accords.

13. En ce qui concerne l'environnement, une assistance a été fournie pour appuyer la mise en place de réseaux techniques destinés à faciliter l'échange de connaissances, de données d'expérience, de principes et de pratiques sur la biosystématique, c'est-à-dire le recensement et le classement des micro-organismes, insectes et nématodes en Asie du Sud-Est (ASEANET), dans le Pacifique (PACINET) et en Afrique (EAFRINET). La création de ces réseaux régionaux a pour but de renforcer la capacité des pays de ces régions à entreprendre leurs propres activités de biosystématique. Le recensement et le classement appropriés des micro-organismes, insectes et nématodes ont d'importantes conséquences pour la gestion de la biodiversité et pour la production agricole et vivrière. Qui plus est, ils constituent l'un des objectifs de la Convention sur la diversité biologique, de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ainsi que d'autres conventions internationales ou régionales sur le sujet.

14. Le Groupe spécial est à l'origine d'une autre initiative importante menée dans ce vaste domaine qu'est l'environnement. En effet, il a contribué à la mise en place, à Hangzhou (Chine), du Réseau international sur les petites centrales hydroélectriques, destiné à faciliter l'échange d'informations techniques, de données d'expérience, de principes et de pratiques en vue du développement durable de petites centrales hydroélectriques. Le Réseau regroupe des institutions nationales du secteur de l'énergie, des entreprises privées spécialisées dans les services et l'équipement, ainsi que des organisations non gouvernementales oeuvrant dans le domaine de l'énergie aux échelons régional et interrégional.

15. Compte tenu de la nécessité, mise en évidence dans le rapport sur les nouvelles orientations, de resserrer les liens avec le secteur privé afin de promouvoir la CTPD, le Groupe spécial s'est employé, en étroite collaboration avec la Division du développement du secteur privé du PNUD, à stimuler les échanges entre petites entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes afin que celles-ci puissent définir des stratégies leur permettant de tirer parti des débouchés qu'offrent les accords d'intégration conclus dans la région.

16. En ce qui concerne les organisations non gouvernementales, que le rapport sur les nouvelles orientations considère comme des partenaires indispensables dans la mise en oeuvre des activités de CTPD, une étroite collaboration a été établie avec le Réseau du tiers monde, qui a bénéficié d'une assistance, d'une part, en vue d'évaluer les conséquences des accords du Cycle d'Uruguay et les incidences de la mondialisation sur les pays en développement et, d'autre part, afin d'exécuter les projets de CTPD devant permettre à ces pays de faire face à cette évolution.

17. S'agissant de recenser des "pays pivots" conformément à l'une des principales recommandations du rapport sur les nouvelles orientations, un premier groupe de pays, à savoir l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Chine, la Colombie, l'Égypte, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, Malte, Maurice, le Mexique, la République de Corée, le Sénégal, Singapour, la Thaïlande, la Tunisie et la Turquie, a été choisi pour servir de catalyseur dans la promotion de la CTPD. Des accords spéciaux seront conclus avec ces pays pour qu'ils puissent assumer ce rôle.

18. La Conférence Sud-Sud sur les finances, le commerce et l'investissement, tenue au Costa Rica du 13 au 15 janvier 1997, constitue l'une des principales initiatives stratégiques allant dans le sens du rapprochement opérationnel entre la CTPD et la CEPD, préconisé dans la proposition sur les nouvelles orientations. Le Groupe spécial de la CTPD a fourni un certain nombre d'éléments techniques à la Conférence, qui avait pour but d'élaborer une vaste stratégie de coopération économique entre pays en développement.

19. Conformément au rapport sur les nouvelles orientations, le Groupe spécial a pris part en 1995 et en 1996 à un certain nombre d'activités tendant à optimiser l'utilisation des techniques d'information dans la promotion de la CTPD. D'une part, la base de données informatique CTPD/SOI a fait l'objet, pendant cette période, d'une vaste mise à jour à partir des nombreuses données collectées, qui a eu pour résultat de porter le nombre des institutions enregistrées à plus de 3 400. Ces institutions proposent au total plus de 18 000 programmes de formation et 12 500 services techniques dans des domaines en rapport avec les besoins des pays en développement. Les centres de liaison nationaux pour la CTPD, les bureaux de pays, les organismes des Nations Unies ainsi que les organisations non gouvernementales peuvent à présent consulter, sur disquette et dans de nombreux cas sur le réseau Internet, les informations relatives aux capacités de ces institutions, disposant ainsi d'un accès instantané aux programmes de formation et aux services techniques proposés dans le monde en développement. D'autre part, le Groupe spécial a sollicité la collaboration de tous les représentants résidents du PNUD en vue d'assurer l'utilisation de la base CTPD/SOI dans les bureaux de pays du PNUD et afin de renforcer la capacité des centres de liaison nationaux pour la CTPD de gérer, mettre à jour et diffuser l'information en faveur de la CTPD, ce qui exige notamment de former leur personnel à l'utilisation du matériel informatique, des logiciels, des messageries électroniques et du réseau Internet. Enfin, le Groupe spécial a commencé à transformer la base CTPD/SOI en un système d'information multidimensionnel, qui contiendra non seulement des informations sur les capacités institutionnelles, les experts et les centres d'excellence des pays en développement mais également des renseignements sur les expériences novatrices en matière de coopération technique susceptibles d'être reproduites dans d'autres pays en développement. Un accord a déjà été conclu avec le Réseau d'organisations scientifiques du tiers monde et l'Académie des sciences du tiers monde afin de recueillir des données sur les expériences ayant produit des résultats dans les domaines de la science et de la technique. Des arrangements du même type seront conclus très prochainement avec des bureaux de pays du PNUD, des centres de liaison pour la CTPD et des organisations non gouvernementales en vue de collecter des données sur les réalisations ayant porté leurs fruits dans d'autres domaines prioritaires de développement.

20. L'application des propositions relatives aux nouvelles orientations a été marquée par la collaboration de plus en plus étroite entre le Groupe spécial et le Gouvernement japonais, qui a décidé d'allouer en 1996 la somme de 2 millions de dollars au financement de divers projets de CTPD.

21. Le nouveau Cadre de coopération technique entre pays en développement, élaboré en vue d'être soumis au Conseil d'administration du PNUD, constitue le principal instrument donnant effet aux propositions relatives aux nouvelles orientations. Étant donné le rôle décisif qu'il joue dans la mise en oeuvre des nouvelles orientations, ce document est présenté brièvement dans les paragraphes qui suivent.

22. Le Cadre de coopération technique entre pays en développement pour la période 1997-1999 a pour but de donner effet aux recommandations contenues dans le rapport sur les nouvelles orientations et donne des indications sur l'utilisation des ressources allouées par le Conseil d'administration du PNUD ainsi que d'autres ressources pouvant être dégagées à l'avenir, en particulier celles qui seront mobilisées dans le cadre du Fonds spécial pour la promotion de la coopération Sud-Sud.

23. Le programme se subdivise en deux principaux domaines d'activité, à savoir a) l'appui au développement humain durable dans le cadre de la CTPD et b) la promotion de la CTPD, chaque domaine comportant à son tour un certain nombre de sous-domaines. Ainsi, l'appui au développement humain durable sera axé sur l'élimination de la pauvreté, l'environnement, la production et l'emploi ainsi que sur le commerce, l'investissement et la gestion macro-économique, tandis que la promotion de la CTPD privilégiera l'élaboration et la coordination des politiques de CTPD, le renforcement des capacités de gestion de la CTPD ainsi que l'organisation d'activités de sensibilisation.

24. Un certain nombre de principes et de critères présideront à l'exécution de ce programme de manière à ce que les initiatives financées dans le cadre de celui-ci se traduisent par des résultats optimaux en matière de développement. Tout d'abord, l'accent sera mis sur les activités tendant à consigner sous forme documentaire les méthodes de coopération technique qui ont fait leurs preuves dans les domaines prioritaires recensés par le programme et sont susceptibles d'être reproduites dans d'autres pays en développement. On s'attachera par ailleurs à renforcer les capacités nationales, sous-régionales, régionales et interrégionales en matière d'élaboration et de mise en oeuvre de stratégies de CTPD. Une attention particulière sera également portée aux initiatives de CTPD propres à promouvoir de vastes projets de coopération économique entre pays en développement. Enfin, on encouragera les initiatives de CTPD visant à renforcer la capacité des pays en développement de coordonner leurs politiques face aux principaux problèmes économiques qui risquent de compromettre leurs perspectives de développement. Le programme n'en sera pas moins doté d'une certaine souplesse pour qu'il soit tenu compte, au cas par cas, des initiatives novatrices pouvant contribuer de manière appréciable à servir les intérêts des pays en développement. Le nouveau programme de CTPD reposera une fois de plus sur des opérations de jumelage des capacités et des besoins, sur des ateliers thématiques, des colloques, des accords de jumelage, la création de réseaux, le recensement de "pays pivots" ainsi que sur d'autres modalités de même nature.



25. Les relations de travail déjà étroites avec les organismes nationaux, sous-régionaux, régionaux et interrégionaux, les bureaux de pays du PNUD, les autres bureaux et services du PNUD, les organismes et institutions des Nations Unies ainsi qu'avec le secteur privé et les organisations non gouvernementales seront renforcées. On s'attachera tout particulièrement à créer une synergie avec les divers programmes régionaux, le programme mondial et les activités des autres services du PNUD.

26. Le programme sera exécuté conformément au principe énoncé dans diverses déclarations adoptées par les pays en développement et plusieurs résolutions de l'Assemblée générale, à savoir que la responsabilité première de promouvoir la CTPD incombe aux pays en développement eux-mêmes, les organismes des Nations Unies ayant pour mission d'aider ces pays à exécuter leurs programmes.

#### IV. OBSERVATIONS GÉNÉRALES ET CONCLUSIONS

27. Il ressort de ce qui précède que des progrès considérables ont été accomplis dans l'application des recommandations contenues dans le rapport sur les nouvelles orientations, même si les propositions ont été élaborées pendant le cinquième cycle de programmation, alors qu'une grande partie des ressources avait déjà été allouée. Il est néanmoins vrai que la situation n'a guère évolué dans certains domaines, s'agissant notamment d'élaborer des "produits" de CTPD sur des thèmes spécifiques susceptibles d'attirer un financement spécial. C'est pourquoi ce domaine fera l'objet d'une attention particulière dans les prochains mois. En outre, si le Fonds spécial pour la promotion de la coopération Sud-Sud a été officiellement créé en application de la résolution 50/119 de l'Assemblée générale, il n'en demeure pas moins nécessaire de tout mettre en oeuvre pour mobiliser des ressources afin d'alimenter le Fonds. Enfin, pour donner suite à la réunion des centres de liaison nationaux pour l'Asie et le Pacifique, qui s'est déroulée à Singapour en janvier 1997, on s'efforcera une fois de plus d'aider les gouvernements à renforcer les mécanismes nationaux de coordination de la CTPD et à élaborer des politiques globales permettant d'intégrer pleinement la CTPD dans les programmes nationaux de développement.

28. Comme il a été indiqué précédemment, le nouveau Cadre de coopération technique entre pays en développement pour la période 1997-1999 permettra de donner plein effet aux proportions relatives aux nouvelles orientations et de réorienter les activités futures de CTPD conformément aux principes généraux sur lesquels il repose. Les activités prévues dans ce document devant être mises en oeuvre à partir de 1997, le Groupe spécial de la CTPD devrait être en mesure de rendre compte au Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement, à sa onzième session, des progrès considérables qui auront été accomplis en vue d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre des nouvelles orientations.

#### Note

<sup>1</sup> Rapport de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, Bridgetown, (Barbade), 25 avril-6 mai 1994 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.I.18 et rectificatifs), chap. I, résolution 1, annexe II.

-----